

**Convention de mise à disposition d'un ouvrage  
Pour instauration de servitude au profit de  
LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR- AGGLOMÉRATION**

\*\*\*\*\*

**Commune de SAULCE-SUR-RHÔNE**

\*\*\*\*\*

**Monsieur Julien CORNILLET agissant en sa qualité de Président de la  
Communauté d'Agglomération Montélimar- Agglomération**  
A reçu le présent acte authentique en la forme administrative

Entre les soussignés :

**LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR- AGGLOMÉRATION**

Administration publique générale

Ici représentée par **Monsieur Hervé ICARD**, vice-Président en charge de l'Eau et  
spécialement habilité à l'effet des présentes.

Identifiée au SIREN sous le numéro 242 600 450 Non inscrite au registre du commerce et  
des Sociétés.

Siège social : Maison des Services Publics - 1, avenue Saint-Martin - 26200 MONTÉLIMAR

Et désignée ci-après par l'appellation « CAMA »

D'une part,

**Monsieur .....et Madame** .

Demeurant

Nés :

De nationalité française

Résidents au sens de la réglementation fiscale

Et désignés ci-après par l'appellation « LE PROPRIÉTAIRE »

D'autre part,

## ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, modifiée par la loi NOTRe du 07 août 2015 et la loi du 30 décembre 2017, a créé la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, dites « GEMAPI ». Cette compétence est de façon automatique attribuée aux EPCI.

En conséquence, la CAMA exerce la compétence GEMAPI et il convient de lui consentir la disposition des digues utiles à l'exercice de la compétence.

Considérant qu'il résulte des études diligentées par la CAMA exerçant la compétence GEMAPI, que les digues des Marronniers sur le Mouillon et de Ferrat sur la Teyssonne, peuvent utilement contribuer à la prévention des inondations par intégration dans le système d'endiguement géré par la CAMA;

Vu l'article L.566-12-2-II du code de l'Environnement ;

Vu le projet de document d'organisation établi par la CAMA en vue de l'obtention de l'autorisation du système d'endiguement qui intègre les digues ci-dessus nommées.

LE PROPRIÉTAIRE et la CAMA conviennent des dispositions fixées par la présente convention.

## CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

### Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la mise à disposition de la digue.....sur le Mouillon/Teyssonne sur la Commune de SAULCE-SUR-RHÔNE au profit de la CAMA, conformément aux dispositions de l'article L.566-12-2-II du code de l'environnement.

### Article 2 : IDENTIFICATION DES OUVRAGES :

**LE PROPRIÉTAIRE** déclare être propriétaire de la parcelle de terrain libre de toute occupation, figurant au plan cadastral de la Commune de SAULCE-SUR-RHÔNE comme suit :

Section	N°	Lieudit	Contenance en m <sup>2</sup>

## **Plan cadastral**

### **Effet relatif**

**CETTE PARCELLE** appartient à ... et Madame ....pour l'avoir acquise des suites des faits et actes suivants :

-

Aux termes de l'article L.566-12-2, la servitude vise :

- les terrains d'assiette ou d'accès des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ;
- les terrains d'assiette ou d'accès des ouvrages ou infrastructures qui n'ont pas été construits en vue de prévenir les inondations et les submersions mais qui contribuent à cette prévention eu égard à leur localisation et caractéristiques.

Les parties ont convenu ce qui suit :

### **Article 3 : Obligations et droits du PROPRIÉTAIRE**

1) Le PROPRIÉTAIRE reconnaît que la CAMA n'a pas d'obligation, vis à vis de lui, pour les usages autres que ceux relatifs à la prévention des inondations qui restent attachés à l'ouvrage, y compris en matière d'obligations légales ou réglementaires concernant ces usages.

13230028	ER1	AMO	ME	001	A
----------	-----	-----	----	-----	---

- 2) Le PROPRIÉTAIRE autorise la CAMA à effectuer tous travaux utiles sur l'ouvrage.
- 3) Le PROPRIÉTAIRE s'oblige, tant pour lui-même que pour son locataire éventuel, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ou des aménagements destinés à permettre aux ouvrages ou aux infrastructures, de contribuer à cette prévention.
- Lorsqu'il résulte de l'usage premier de l'ouvrage par le PROPRIÉTAIRE que cette obligation risque de ne pas être respectée, le PROPRIÉTAIRE et la CAMA conviennent de rechercher en commun la solution technique, la moins pénalisante pour les deux parties.
- 4) Le PROPRIÉTAIRE autorise la CAMA, la société chargée de l'exploitation des ouvrages ou de celle qui, pour une raison quelconque viendrait à lui être substituée, à accéder dans ladite parcelle, après en avoir informé le propriétaire, de jour comme de nuit, pour assurer la conservation des ouvrages existants mais aussi pour réaliser des ouvrages complémentaires, pour pouvoir accéder aux ouvrages, maintenir les ouvrages en bon état de fonctionnement et les surveiller en toutes circonstances.
- 5) Le PROPRIÉTAIRE s'engage à porter la présente convention de servitude à la connaissance de toute personne appelée à détenir des droits de propriété ou d'exploitation des biens constituant le fonds servant.

#### **Article 4 : Obligations et droits de la CAMA**

- 1) La CAMA fait son affaire des démarches et obligations relatives à la prévention des inondations impliquant les digues des Marronniers sur le Mouillon, y compris en ce qui concerne les obligations découlant du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.
- 2) La CAMA est subrogée au propriétaire du fonds dans l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations administratives requises pour les ouvrages, travaux d'aménagements qui sont liés à l'objet de la servitude.
- En particulier, le PROPRIÉTAIRE n'aura plus à se préoccuper des obligations résultant du décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 ni de celles qui seront fixées par le décret digues.
- 3) En outre, si le propriétaire du fonds subit un préjudice direct, matériel et certain, il peut demander à être indemnisé par la CAMA, comme en matière d'expropriation. On peut estimer que le préjudice sera limité dans la mesure où le propriétaire est déchargé d'obligations réglementaires qui avaient un coût ; en outre, le propriétaire verra la protection de son bien contre les inondations améliorée grâce à l'intervention de la puissance publique.

#### **Article 5 : date de prise d'effet et durée**

La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée des ouvrages visés à l'article 2 ci-dessus, ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise existante.

#### **Article 6 : Publication**

La présente convention sera publiée au Service de la Publicité Foncière de la situation de l'immeuble à la diligence et aux frais de la CAMA.

#### **Article 7 : Litige**

En cas de désaccord persistant dans l'application des dispositions des 4.2 à 4.4, les parties s'engagent à solliciter l'arbitrage du préfet qui est prévu par le dernier alinéa de l'article L.566-12-1-II.

### **POUVOIRS**

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs à un collaborateur du rédacteur des présentes, à l'effet de faire dresser tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

### **DÉCLARATION POUR L'ADMINISTRATION**

Néant.

En vue de la fixation de la contribution de sécurité immobilière, il est précisé que la servitude est évaluée à la somme de cent cinquante euros (150 €) et, est acceptée gratuitement.

**Pour la contribution de sécurité immobilière : 15 €**

Contribution qui sera acquittée par la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION

**DONT ACTE sur 6 pages**

## Fait et passé

L'AN

A

le

<b>Monsieur...</b>	
<b>Madame...., Epouse ....</b>	
<b>Pour la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR- AGGLOMERATION Le Vice-Président</b>	

**Monsieur le Président** de LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION, certifie exactement collationnée et conforme à l'original, la présente expédition sur 6 pages destinée à être publiée.

Il certifie également que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document, telle qu'elle est indiquée en tête, à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée, et que la dénomination des sociétés a été établie au vu des extraits K.BIS.

**M. le Président**